La Situation à Timor Leste

lundi 19 juin 2006, par CABASSET-SEMEDO Christine, GUSMAO Xanana, NURBAITI Ati, Timor Informations (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2006).

Sommaire

- La situation actuelle au Timor
- Exploitation de gaz : l'Austra
- LE TIMOR-ORIENTAL PERSISTE-T-I
- Timor Informations n° 100
- Editorial : Anniversaire
- Des progrès notables au (...)
- Transition démocratique (...)
- L'indépendance ne règle (...)
- Conflit entre l'Eglise catholi
- Nos réalisations en 2005
- Le Timor Leste, une nouvelle
- 40 ans d'injustice et d'impuni

Contenu partiel du n° 101 de Timor Informations.

Sommaire

La situation actuelle au Timor (31-5-06)
Les 104 436 réfugiés de l'autre coté
Le Timor face à son histoire
L'exploitation du gaz avec l'Australie
José Ramos Horta en visite à Paris

La situation actuelle au Timor

Résumé rédigé par Marie-Thé Chaffaut à partir du témoignage de Marlyse Thommen en mission à Timor fin avril, de Olivier notre correspondant à Baucau, de Indra à la radio RTK de Dili, de Lusa agence de presse portugaise, de Euronews, de RFI, de la TV australienne, etc.

Mi- mars, 591 (puis 594)soldats (soit le 1/3 des effectifs de l'armée) ont été révoqués de l'armée, après s'être plaints d'avoir fait l'objet de discriminations de la part d'un haut gradé de l'armée. Celui-ci aurait affirmé en janvier-février que les soldats de l'ouest du Timor Leste étaient moins combatifs et moins bien organisés que ceux de l'est, et qu'il en était déjà ainsi lors de la lutte contre l'Indonésie. Cette affirmation, lue et interprétée par beaucoup comme une « différenciation ethnique », n'aurait été ni confirmée, ni démentie par aucune autorité.

Du 24 au 27 avril, ces 594 militaires manifestent pacifiquement à Dili, accompagnés de leur famille et de sympathisants, soit 1000 à 2000 personnes . Mais le 28 avril, les manifestants, 1000 environ, des jeunes et quelques éléments politisés, et non les 594 ex-militaires, ont attaqué le siège du gouvernement causant des dégâts matériels. Par ailleurs, des voitures , des magasins et des maisons

ont subi des dommages : 45 maisons totalement détruites, 116 partiellement dans les faubourgs de Dili. Au soir du 28 avril, on a recensé 5 morts et 30 blessés, dont 4 policiers, un grièvement blessé. Des rumeurs faisaient état de chiffres plus importants , mais sans fondement. 100 personnes ont été arrêtées mais relâchées le 30 avril.

Pendant le week-end, un nombre important d'habitants de Dili ont quitté la ville, craignant que se renouvellent les violences de 1999 et se sont réfugiés en montagne, dans des églises, des bâtiments publics et même au Timor occidental (609 personnes auraient déjà franchi la frontière depuis le début des émeutes à Dili).

Le Président Xanana Gusmao, le Premier Ministre Mari Alkatiri et le Ministre des Affaires étrangères José Ramos Horta ont tenu à rassurer les timorais et leur ont demandé de retourner au travail.

Une commission d'investigation a été créée le 2 mai pour étudier les revendications des 594 ex-militaires et devrait présenter ses conclusions dans un délai d'un mois. Cette commission est composée de représentants du gouvernement, du parlement, des juges, des évêques, du forum des ONG.

Comme l'a dit José Ramos Horta le 5 mai devant le Conseil des Nations unies, ces évènements montrent que la situation à Dili est très précaire. La peur est palpable chez les timorais traumatisées par la violence passée. Les forces de police timoraises ne sont pas capables de faire appliquer la loi et de maintenir l'ordre. De plus, il y a un problème de cohésion parmi les militaires qui n'ont pas démissionné.

Le 9 mai, le Premier ministre Mari Alkatiri a déclaré dans une conférence de presse que « la vie revient à la normale dans le pays ». Les services publics travaillent normalement et les piliers de l'Etat (Présidence de la République, Parlement, Gouvernement et Justice) fonctionnent pleinement. Il a conclu ainsi : « l'Etat accomplit toutes ses tâches ».

La situation revient au calme, malgré une manifestation de centaines de jeunes le 8 mai à Gleno, pendant la visite de Egidio de Jesus, Secrétaire d'état pour la coordination de la région de Dili, Aïleu et Ermera, qui fut réprimée par la police. Une rumeur a couru dans le district de Liquica que la situation allait aussi s'aggraver, mais des mesures ont été prises pour arrêter cette rumeur. Mari Alkatiri a enjoint les timorais à retourner chez eux et aux militaires et policiers à ne pas utiliser leurs armes.

Mari Alkatiri a rappelé que le processus démocratique a lieu à travers les élections et non par des coups d'état. Ce qui s'est passé à Timor est une tentative de coup d'état constitutionnel en vue de bloquer les institutions démocratiques pour les empêcher de fonctionner afin que la seule solution soit pour le Président de la République de dissoudre le Parlement, ce qui provoquerait la chute du gouvernement. L'Etat doit être ferme et c'est la volonté du gouvernement de mettre fin à la violence.

Les 11 et 12 mai, José Ramos Horta s'est rendu à Aileu et a visité le quartier général de la police du district et a loué leur prudence et leur modération dans ces circonstances difficiles. Il leur a rappelé qu'ils doivent rester neutres, dans l'accomplissement de leurs tâches. Il a rencontré également des membres des forces militaires qui ont renouvelé leur allégeance à l'Etat et à l'armée. Ils veulent cependant une enquête sérieuse concernant les incidents du 28 avril, en particulier pour connaître le nombre exact de morts et de blessés et leur cause. José Ramos Horta les a informés qu'il avait écrit à la Commission des droits de l'homme à Genève, l'invitant à envoyer des enquêteurs à Dili.

Le 12 mai, José Ramos Horta a rencontré l'évêque de Dili et le Président Gusmao pour leur rendre

compte de sa visite et coordonner les initiatives nécessaires. Ensuite il a eu une interview d'une heure à la télévision timoraise, retransmise à la radio, qui a été très bien reçue par la population. Des centaines de messages ont été envoyés pour féliciter et remercier José Ramos Horta de ses paroles d'apaisement. Il a recommandé aux partis politiques d'agir en responsables dans la situation actuelle et de ne pas perdre leur crédibilité pour les élections de l'année prochaine. Les timorais sont sages et ne voteront pas pour ceux qui sèment la désunion, blessent et menacent le peuple.

Lors de son discours au Conseil de sécurité de l'ONU le 5 mai, José Ramos Horta a réitéré la demande du Président Gusmao, du Premier Ministre Alkatiri et de lui-même de maintenir à Timor une forte force de police internationale pendant toute la période jusqu'aux élections nationales (présidentielles et parlementaires) qui doivent se tenir avant le 20 mai 2007, car la police nationale n'a pas encore atteint sa maturité et n'a pas assez de professionnalisme pour résister pleinement aux influences des partis politiques.

Depuis la deuxième moitié du mois de mai, la situation ne s'est pas vraiment calmée à Dili et s'est particulièrement aggravée le 25 mai. Des affrontements très violents accompagnés de tirs ont eu lieu entre militaires gouvernementaux contre le quartier général de la police soupçonné d'avoir fait alliance avec les soldats déserteurs qui organisent depuis le début de la semaine des embuscades armées contre les forces loyales. Un cessez-le-feu négocié par les conseillers militaires et de police des Nations-Unies est ensuite intervenu, mais des militaires gouvernementaux ont ouvert le feu sur le cortège de policiers désarmés évacués du bâtiment. Bilan : 9 morts et 27 blessés parmi ces derniers. Des tirs ont eu lieu également dans les quartiers sud de la capitale, avec de nombreuses maisons pillées et incendiées. Des civils armés dont beaucoup de jeunes se sont joints aux manifestants.

Par contre, à Baucau et dans l'est du pays, la situation reste assez calme, malgré certaines agressions.

A la suite de la dégradation de la situation, le Président Xanana Gusmao a décidé de prendre lui-même toute la responsabilité de la sécurité et de la défense dans le pays, ce qui a conduit le Premier Ministre à considérer que cette décision était contraire à la constitution, mais ensuite tous deux ont déclaré qu'il y avait eu concertation.

A la demande des autorités timoraises, le 25 mai, 150 militaires australiens ont débarqué à l'aéroport de Dili pour rétablir l'ordre et ont été très bien accueillis par la population timoraise. L'avion est reparti avec à son bord 60 personnes rapatriées en Australie. D'autres militaires vont arriver de Malaisie, de Nouvelle-Zélande, du Portugal et encore d'Australie, et constituer une force militaire et policière internationale approuvée par l'ONU. Kofi Annan a désigné Ian Martin comme son envoyé spécial à Timor.

Tous les soldats ont regagné leurs casernes, la sécurité étant assurée par les militaires australiens, les soldats rebelles commencent à rendre leurs armes.

Les timorais qui ont quitté Dili et qui se sont réfugiés, en particulier chez les religieuses canossiennes de Balide (8000 en cet endroit) et de même au collège Don Bosco manquent de nourriture et d'eau potable, ce qui entraîne des conflits violents, certains étant armés. Les responsables demandent l'aide du gouvernement, des ambassades, de la Croix Rouge timoraise et des militaires australiens, portugais, new zélandais et malais. Le manque de nourriture a entraîné le pillage d'un local du programme alimentaire mondial à Dili.

Le 29 mai, Mgr Basilio de Nascimento, actuellement au Portugal pour examens médicaux, a déclaré « que la situation actuelle au Timor est due à l'insatisfaction générale et à l'absence de perspectives

de changement plus qu'à une mauvaise gestion de la crise militaire. L'insatisfaction générale est due au manque d'emplois, d'argent et de nourriture ». On peut sans doute ajouter les divisions ethniques entre l'est et l'ouest, les écarts grandissants de revenus et les enjeux politiques pour 2007, année d'élections.

Le congrès du Fretilin qui s'est tenu du 17 au 19 mai n'a pas approuvé la candidature alternative de José Luis Guterres et Mari Alkatiri a été réélu au poste de Secrétaire général du Fretilin après un vote à mains levées. L'évêque de Dili Ricardo de Silva a déclaré : Il est évident que les timorais n'aiment pas Alkatiri . Don Basilio a précisé qu'il n'y a pas que Don Ricardo qui le dit, car les timorais sont pleins de bon sens.

Les expatriés civils du Portugal, de l'Australie, de Chine, de France et d'ailleurs sont « invités » à quitter le pays. Notre représentant de l'ASTO vient à regret de quitter Baucau pour l'aéroport de Dili, en convoi militaire, pour séjourner à Bali en attendant quelques semaines de pouvoir retourner si possible. Darwin en Australie est surchargé de réfugiés. Les médias parlent de 105 000 Timorais déplacés, dont 3000 femmes enceintes, 70 000 dans des camps de fortune à Dili et 35 000 hors de la capitale dans des conditions précaires. 2 300 militaires étrangers interviennent pour tenter de maintenir l'ordre. Mais les solutions ne sont pas que militaires...

Le 30 mai, Dili est plus calme malgré des bandes de jeunes en lien avec les soldats rebelles qui continuent de mettre le feu aux marchés. Le Président Xanana, après deux jours de concertation avec les différents corps d'état et du parlement, prend la direction de l'armée et de la police et décide pour 30 jours des mesures d'urgence pour rétablir la paix en lien avec les militaires étrangers venus sécuriser le pays. Le chef des rebelles refuse la main tendue par Xanana et exige la démission du Premier ministre. Celui-ci aurait dit qu'il démissionnerait si son parti, le Fretilin le lui demandait. Les émeutes auraient fait 27 morts, des dizaines de blessés et on ne compte plus les maisons incendiées et les bâtiments publics détruits.

Un remaniement ministériel est intervenu à la suite de la démission des ministres de la Défense Roque Rodrigues et de l'Intérieur Rogerio Lobato, remplacés par José Ramos Horta à la Défense en plus de ses responsabilités antérieures et Alano Baris à l'Intérieur. Arcanjo da Silva a pris le portefeuille du Développement à la suite de la démission le 8 mai du titulaire Abel Ximenes en désaccord avec les orientations politiques de Mari Alkatiri.

Lors des violences, des pillages ont eu lieu. Selon des informations de presse, des pilleurs ont volé les archives criminelles de l'Etat est-timorais, parmi lesquelles tous les dossiers concernant les massacres commis dans le pays après le référendum sur l'indépendance en 1999. A l'époque, le « oui » massif avait été contesté par les milices soutenues par Djakarta. Plus de 1 400 personnes avaient été tuées. « Les documents de 1999 ont été détruits à 99 % ou sont perdus. Or, ils sont la preuve principale qui peut être utilisée afin de poursuivre une personne devant les tribunaux »,a expliqué le procureur général. Le dossier concernant le général Wiranto, responsable des forces armées indonésiennes à l'époque des massacres, a notamment été volé.

Fevrier 2006

_Exploitation de gaz : l’Australie et le Timor oriental signent un Accord

Les gouvernements d’Australie et du Timor Oriental (Timor Leste) ont signé jeudi, après deux années d’âpres négociations, un accord portant sur le développement et l’exploitation d’un gisement sous-marin de gaz naturel et de pétrole (le Greater Sunrise) au large de ce pays anciennement sous tutelle indonésienne, a annoncé le gouvernement australien.

Jusqu’ici, le principal point d’achoppement concernait le désir des deux pays de voir ce gaz raffiné chez eux.

Alexander Downer, ministre australien des affaires étrangères qui a signé le texte au nom de son gouvernement (avec Jose Ramos Horta, son homologue du Timor), a rappelé jeudi que tout au long des négociations, parfois très tendues, avec les autorités du Timor, qu’il défendait en premier lieu les
intérêts de l’Australie. « Ce n’est pas mon travail de travailler pour les autres pays. Mais d’un autre côté, je pense que nous avons été généreux avec le Timor Oriental, je crois que financièrement ils s’y retrouvent bien », a-t-il notamment déclaré jeudi lors d’une conférence de presse.

Clare Martin, chef du gouvernement de l’État australien du Territoire du Nord avait clairement fait savoir son opposition à toute exploitation du gaz de Timor dans des installations qui seraient situées au Timor et non pas en Australie.

Cet accord porte en particulier sur un important gisement sous-marin de gaz naturel, situé dans la Mer de Timor. Il met en place un système de partage pour moitié chacun des revenus de cette ressource. Ces revenus (sous forme de royalties et de taxes auprès des sociétés exploitantes et en premier lieu la société australienne Woodside, basée à Perth - Nord-Ouest de l’Australie-) devraient être collectés par le gouvernement australien, qui s’engage ensuite à en reverser la moitié au Timor.

John Howard, pour sa part, qui assistait à cette signature, a estimé que cet accord était avant tout « un événement très important dans les relations entre l’Australie et le Timor Oriental ».

Ce traité, officiellement, est relatif à « certaines dispositions maritimes dans la Mer de Timor ». Il installe aussi officiellement un moratoire de cinquante ans concernant toute une série de revendications maritimes et de litiges entre les deux pays, y compris auprès des instances internationales. Ces litiges concernaient en premier lieu les limites de la plaque continentale australienne, qui s’étend au Nord de l’île-continent, mais aussi à l’Est.

Des négociations portant sur le même sujet sont en cours, notamment avec la France, concernant son territoire de la Nouvelle-Calédonie. Dans le cas du Timor, l’Australie a obtenu de « continuer à exercer la juridiction sur la plaque continentale à l’extérieur de la zone de développement pétrolier, ainsi qu’au Sud de la frontière maritime entre l’Australie et l’Indonésie, telle que définie en 1972 ».

Ces dispositions ont été prises en attendant que les deux parties parviennent à un accord concernant les délimitations des frontières maritimes communes entre les deux pays et qui ne sont pas arrivées à conclusion. Selon le gouvernement australien, les revenus générés par ce projet, une fois opérationnel, pourraient s’élever à « quatre milliards de dollars US supplémentaires pendant la durée de l’exploitation ».
Dans le cadre d’un précédent accord, selon Canberra, les revenus de l’exploitation du gaz et du pétrole étaient déjà estimés à quelque quinze milliards de dollars US pour toute la durée d’exploitation.

Le gisement de Sunrise, situé à environ 450 kilomètres au Nord de Darwin, est estimé à un volume

de 226 milliards de mètres cube.

Le montant estimé des investissements pour ce projet est actuellement évalué à quelque 3,5 milliards de dollars US. La société Woodside a réagi prudemment à cet accord, en précisant qu'elle attendait maintenant de voir les Parlements des deux pays concernés ratifier ce traité, avant que d'annoncer sa décision finale de lancer le projet. Les autres partenaires dans cet énorme projet sont les sociétés ConocoPhillips, Shell et Osaka Gas.

PAD 13-1-06

LE TIMOR-ORIENTAL PERSISTE-T-IL À ÊTRE « UN CAILLOU DANS LA CHAUSSURE » DE L'INDONÉSIE ?

par Ati Nurbaiti

[NDLR - Le 20 janvier 2006, le président du Timor-Oriental (Timor-Leste), Xanana Gusmao, était à New York pour remettre au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le rapport de la Commission pour l'accueil, la vérité et la réconciliation du Timor-Oriental. Etablie en 2001 par l'ONU (mais indépendante de celle-ci), la Commission a mené une enquête extrêmement fouillée sur l'occupation indonésienne de ce territoire, évacué en 1999 par l'Indonésie et officiellement indépendant depuis 2002. Plus de 7 000 personnes ont été entendues et un document de 2 000 pages a été rédigé. Il détaille les exactions commises dans l'ancienne colonie portugaise, les qualifiant de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité ». Le rapport accuse l'armée indonésienne d'avoir systématiquement tué, violé, torturé et affamé la population est-timoraise durant un quart de siècle. La grande majorité des victimes sont mortes de maladies et de famines orchestrées par l'armée indonésienne, qui, dès l'invasion de 1975, a « brûlé et empoisonné les récoles et tué le bétail », usant de la faim comme d'une « arme de guerre, faisant partie d'une stratégie de destruction de la résistance ». En Indonésie, la publication de ce rapport a provoqué un démenti formel des autorités, le ministre de la Défense, Juwono Sudarsono, s'insurgeant contre un rapport « sur des choses qui ne se sont jamais produites ». A Djakarta cependant, la presse a publié des articles à ce sujet. Dans le Jakarta Post du 25 janvier 2006, sous la plume du journaliste Ati Nurbaiti, une tribune libre est parue sous le titre : « Le rapport des Nations Unies sur le Timor : un caillou persistant dans notre chaussure ? ». La traduction est de la rédaction d'Eglises d'Asie.]

Aux yeux de ceux qui étaient opprimés, la dénégation par les anciens occupants de leurs actes, que ce soit par omission ou par la quasi invisibilité dans l'histoire qu'ils enseignent à leurs enfants, constitue quelque chose de préoccupant, pour dire le moins. Nous constatons un tel ressentiment chez les Indonésiens les plus âgés qui ont survécu à l'occupation japonaise, par exemple, lorsqu'ils entendent parler de la réticence du Japon à revoir leurs manuels scolaires d'histoire, empêchant ainsi les jeunes Japonais de comprendre les atrocités commises par les soldats de leur pays durant la seconde guerre mondiale.

Dans dix ans, essayons d'imaginer ce que les manuels scolaires indonésiens diront du Timor-Leste, l'ancien Timor-Oriental, lorsqu'ils aborderont l'implication de l'Indonésie dans ce territoire.

Aujourd'hui, ce que les petits Indonésiens apprennent, c'est que nos combattants de la liberté ont donné jusqu'à leur dernière goutte de sang pour lutter contre de cruels occupants, hollandais et

japonais. Au sujet du Timor-Oriental, nos enfants apprennent toujours qu'en 1975, nous avons volé au secours de ce territoire après que le Portugal eut abandonné cette colonie délaissée, et que nous avons perdu nombre de braves soldats dans les combats contre les rebelles du Fretilin, contribuant ainsi à sauver la planète du danger communiste.

Le 20 janvier dernier, le monde a entendu un son de cloche différent à propos de ce qui s'est passé au Timor-Oriental. Très digne, le président du Timor-Leste, Xanana Gusmao, a remis aux Nations Unies un rapport produit par la toute jeune Commission pour l'accueil, la vérité et la réconciliation. Il est dit que le rapport contient plus de 2 000 pages, renfermant le témoignage de plus de 7 000 personnes qui ont expérimenté ce qu'était la vie sous la présence indonésienne.

Des fuites qui nous sont parvenues au sujet du rapport, nous savons que non seulement quelque 183 000 Est-Timorais sont morts des conséquences directes ou indirectes d'une occupation qui a duré vingt-quatre ans, mais aussi que l'assassinat, la torture, le viol et la famine ont été délibérément utilisés comme armes afin de s'assurer de l'obéissance de la population. Le rapport ne fait que confirmer ce que, depuis des années, des journalistes étrangers et des défenseurs des droits de l'homme ont écrit - mais, aujourd'hui, c'est officiel et c'est un document des Nations Unies qui le dit.

Les Indonésiens semble comprendre, ou espérer, que le rapport ne causera pas de perturbations majeures au sein de la communauté internationale. L'Indonésie a déjà eu à digérer l'humiliation qu'a représenté la perte du Timor-Oriental, et le Timor-Leste connaît - c'est naturel - les difficultés qui sont celles d'un Etat jeune et pauvre, avec seulement un Etat sur qui compter, son considérablement plus vaste et peuplé voisin. Les grandes puissances qui se sont penché sur le chevet du Timor-Leste ont en grande partie plié bagage pour venir en aide à d'autres, ailleurs.

Xanana lui-même a souligné à maintes reprises qu'il était dans l'intérêt de personne de donner une suite à ce rapport. « Nous acceptons les conclusions du rapport comme une manière de cicatriser les blessures », tels ont été les mots employés par l'ex-responsable du Fretilin lors d'un forum organisé par l'ONU. Ce n'est pas une « justice punitive » que le pays appelle de ses vœux, a déclaré Xanana, ajoutant que le rapport faisait également la lumière sur les violations des droits de l'homme commises par des Timorais.

Ainsi, il n'est probablement pas nécessaire de s'inquiéter de la possibilité du monde à réclamer le jugement des généraux indonésiens par un tribunal international. Ce qui est désormais important est ce qui se passera au sein de la Commission pour la vérité et l'amitié, mise en place par le Timor-Leste et l'Indonésie afin de se pencher sur les griefs hérités du passé et établir des relations « harmonieuses » entre les deux pays - bien que le mandat de cette commission soit uniquement de faire la lumière sur les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu depuis 1999, la période avant cette date étant couverte par d'autres commissions.

Les attentes quant aux conclusions de cette commission sont importantes, peut-être trop importantes. Cependant, elle aura contribué considérablement aux bonnes relations entre les deux pays si elle met sur papier ce qui s'est passé durant la période du référendum qui a mené à l'indépendance du Timor-Oriental.

Howard Varney, avocat à la Cour en Afrique du Sud et fort de l'expérience acquise au sein de la première commission de la planète du type 'vérité et réconciliation', a déclaré l'an dernier dans ces colonnes que la commission devrait « au moins dans les grandes lignes écrire l'histoire de ce qui s'est passé, ... au moins une version de l'histoire qui présente les témoignages qui lui ont été confiés ».

Ce qui nous est rappelé ici, ce sont nos propres expériences sous le joug colonial. Ma mère peut

pardonner, mais elle ne peut pas oublier le fait que ses parents adoptifs ont été enlevés un jour et qu'ils ne sont jamais revenus pour lui acheter la bicyclette qu'ils lui avaient promise pour son neuvième anniversaire. Pour ma part, je peux au moins consulter les archives concernant les enlèvements de l'année 1944 et les assassinats massifs de « dissidents » à Mandor, Kalimantan-Ouest, où une plaque commémorative indique le site où ils ont été enterrés. Les gens qui ont patiemment retrouvé et archivé les documents renseignant ces enlèvements et ces assassinats pensaient qu'il n'était pas permis que la trace de ces vies disparaisse.

Abordons le sujet là où il fait mal. Les Indonésiens, qui se voient comme victimes et éventuellement comme victorieux de colonisateurs inhumains, doivent faire face à des accusations qui ne disparaissent pas, des accusations de graves violations des droits de l'homme lorsque nous-mêmes étions la puissance occupante. Quels que soient les débats qui pourront surgir du rapport remis à l'ONU par Xanana - et qui pourront peut-être affecter un peu plus les questions relatives à la « vérité », à la « réconciliation » et à l'« amitié » -, c'est l'affaire des Est-Timorais de décider comment ils enseigneront l'histoire de leur nation. Mais c'est aussi l'affaire des Indonésiens de décider si nous voulons continuer à enseigner à nos enfants les mêmes vieilles rengaines, en faisant comme si le rapport des Nations Unies n'avait jamais existé, comme si ces quelque 7 000 Est-Timorais avaient tous menti. Pour reprendre les mots employés jadis par un de nos éminents ministres des Affaires étrangères, il y a des chances pour que l'affaire du Timor-Oriental continue à être comme « un caillou dans notre chaussure ».
(Eglises d'Asie, The Jakarta Post, février 2006)

Timor Informations n° 100

SOMMAIRE

Editorial : Anniversaire... Anniversaire...
Progrès notables au Timor Leste selon l'ONU
Transition démocratique, un succès
L'indépendance ne règle pas tout
Conflit entre l'Eglise et le gouvernement
Nos réalisations en 2005
40 ans d'injustice et d'impunité en Indonésie
Timor Leste une nouvelle destination touristique

Editorial : Anniversaire... Anniversaire...

D'un côté, voici le n° 100 du bulletin. Bravo pour les fondateurs ! ... qui sont d'ailleurs toujours là aux premières lignes de la solidarité avec Timor.

D'un autre, voici un an qu'existe l'association timoraise C.D.C. (centre de développement communautaire). Il aura fallu le temps de presque 100 bulletins à paraître au fil des mois, des années pour que le combat de Timor Leste arrive à sa fin, une fin qui marque un commencement : celui de l'existence d'un pays indépendant et, depuis un an, notre association, des timorais avec nous, nous avec des timorais, marque le pays de la belle façon : cela marche et plutôt bien, dans

cette jeune démocratie quand il s'agit d'être sur le terrain le témoin des besoins à satisfaire.

Vous lirez cela dans ce bulletin, un article préparé par René (on peut encore être jeune et être là depuis le N° 1 en 1977, avec Marie-Thérèse) et Olivier, un jeune expatrié présent là-bas à Baucau qui met toute sa passion dans le travail difficile de la solidarité

Ce numéro, qui s'est fait un peu attendre, mais qui arrive, il est plein de contrastes : un regard ici un peu perplexe sur la situation et là un aperçu très prometteur ; il est vrai que ce pays se développe avec son originalité, celle de sa ruralité ; mais oui, il y a bien un développement sans la pollution usinière, sans les grandes agglomérations où l'on s'entasse, les autoroutes où l'on se bouscule. Timor Leste peut même devenir une nouvelle destination touristique avec ses kilomètres de plages encore vierges, ses fonds sous-marins préservés, sa cordillère montagneuse d'est en ouest, etc...

Il y a aussi le jugement de l'ONU sur le pays et celui qui n'est pas le même du pays sur l'ONU - mille excuses, Monsieur le Président, pour tant d'humiliations, de vexations, d'ignorances venues des occidentaux.

On lira encore cette utile attitude de l'Eglise vis à vis du pouvoir. N'oublierait-il pas un peu vite le partage du prix Nobel de la paix entre deux hommes qui marqueront l'histoire du Timor Leste : l'un est responsable politique, l'autre est évêque. Ils ne peuvent pas s'ignorer.

On lira aussi au fil des pages que Timor Leste a compris qu'il fallait s'entendre avec ses voisins pour que le monde bouge : l'Australie, l'Indonésie sont partenaires

Pour finir ce numéro, c'est encore un article courageux d'un militant, un vrai qui n'a pas peur de crier au delà de l' amour de son pays, pour lui l'Indonésie, tout son respect pour la liberté, son combat pour l'indépendance des peuples. Merci Umar, toi qui viens d'écrire un livre autobiographique qu'on aimerait lire, mais qui n'existe encore qu'en Indonésien (dépêche toi de trouver un traducteur !)

Le n° 100 est entre vos mains. Le n°101 est en chantier... CDC entre dans sa deuxième année. L'avenir est notre chemin. B.J.B.

Le Conseil de sécurité doit veiller à ce que les responsables d'atteintes aux droits humains soient tenus de répondre de leurs actes au Timor-Leste.

S'agissant du Tribunal spécial des droits de l'homme pour le Timor-Leste créé par la loi afin de juger les personnes accusées de crimes contre l'humanité commis au Timor-Oriental en 1999, la Commission d'experts considère que « le processus judiciaire tel qu'il s'est déroulé devant le Tribunal spécial n'a pas rendu justice comme il se devait aux victimes de violations graves des droits de l'homme et à la population du Timor-Leste ».

La Commission vérité et amitié, « n'était pas armée pour obliger les témoins qui déposaient devant elle à dire la vérité ». Quant à l'Indonésie, la Cour d'appel de Djakarta avait annulé quatre condamnations prononcées par le Tribunal spécial des droits de l'homme, ainsi que la réduction de la peine dans une autre affaire".,

Au cas où les Gouvernements du Timor-Leste et de l'Indonésie ne donneraient pas suite dans les délais préconisés, la Commission d'experts recommande que le Conseil de sécurité adopte une résolution à l'effet de créer un tribunal pénal international ad hoc pour le Timor-Leste, dont le siège serait établi dans un Etat tiers".

Des progrès notables au Timor-Leste, selon l'ONU

29 août 2005 - Le représentant spécial du Secrétaire général pour le Timor-Leste a noté aujourd'hui, au cours d'une présentation au Conseil de sécurité, des progrès notables dans le pays tant sur les plans politique et diplomatique que dans le domaine économique.

« La situation au Timor-Leste est restée calme depuis le règlement du différend qui avait opposé l'État et l'Église », a déclaré Sukekiro Hasegawa, représentant spécial du Secrétaire général pour le Timor-Leste et chef du Bureau des Nations Unies au Timor Leste (BUNUTIL), au cours de la présentation au Conseil de sécurité du rapport intérimaire du Secrétaire général sur la situation dans le pays pour la période du 13 mai au 15 août 2005.

D'autre part, a ajouté Sukekiro Hasegawa, le Timor-Leste n'a connu aucun incident frontalier au cours de la période concernée. Cependant, a-t-il noté, des heurts se sont produits entre des groupes d'arts martiaux et des groupes liés à des formations politiques. La police a dû intervenir et a procédé à des saisies d'armes sur l'ordre du président Gusmao.

À propos de l'évolution de la situation politique, le représentant spécial a déclaré que les élections locales qui avaient eu lieu dans six districts du sud et du sud-ouest de Timor-Leste, au cours de la période couverte par le rapport, se sont tenues dans le calme.

Concernant les prochaines élections parlementaire et présidentielle prévues dans 18 mois, Sukekiro Hasegawa a indiqué que le président Gusmao et le Premier ministre Alkatiri avaient demandé l'assistance de l'ONU à la rédaction des lois électorales en vue de créer un cadre juridique qui s'applique à l'ensemble du territoire timorais et recommandé au Conseil de sécurité de répondre positivement à cette requête des autorités du Timor-Leste.

Sur le front diplomatique, les relations du Timor-Leste avec l'Indonésie et l'Australie continuent de se renforcer, a-t-il déclaré. Un accord entre le Timor-Leste et l'Australie sur la question du partage des ressources d'hydrocarbures de la Passe de Timor est en train d'être finalisé.

Par ailleurs, la Commission ministérielle conjointe entre l'Indonésie et le Timor-Leste, dont les travaux se sont tenus en juillet, a accepté le principe selon lequel les deux pays devraient trouver un accord sur la délimitation des derniers 4% du tracé de leur frontière commune qui font encore l'objet de contentieux. À la suite de l'Accord frontalier provisoire conclu au mois d'avril au cours de la visite du président indonésien, les deux pays ont commencé un processus approfondi de démarcation de leur frontière en conduisant des évaluations dans un certain nombre de localités. L'Indonésie et le Timor-Leste ont d'autre part créé une Commission bilatérale de vérité et d'amitié.

S'agissant du domaine économique, le représentant spécial a indiqué que les revenus tirés du pétrole et du gaz de la mer de Timor avaient commencé à rentrer dans le budget national et à compenser le soutien déclinant de la communauté internationale au Timor-Leste. Le gouvernement a créé un cadre juridique pour la bonne gestion de ces revenus qui devront aussi profiter aux futures générations.

Rappelant le mandat de la BUNUTIL, le Représentant spécial a dit que la première composante du Bureau avait pour mission de soutenir les institutions centrales de l'État timorais en leur fournissant 45 conseillers civils qui, en dehors de l'expertise qu'ils apportent au gouvernement, font aussi de la formation, notamment en matière judiciaire. Les efforts des experts du BUNUTIL ont selon lui porté leurs fruits puisque les Timorais s'approprient de plus en plus les responsabilités des différentes administrations en charge notamment du maintien de l'ordre, de la justice, du respect des droits de l'homme et de la gouvernance démocratique.

Le représentant spécial est ensuite passé à la question du développement de la police nationale et de l'Unité de patrouille des frontières. L'unité de police et des conseillers militaires du Bureau des Nations Unies ont mené des évaluations conjointes de chaque unité avec leurs homologues timorais afin d'évaluer les capacité des forces de police et mettre au point un plan stratégique pour leur développement. Le 26 juillet, une réunion du groupe consultatif a eu lieu avec tous les acteurs concernés afin d'examiner les quatre piliers de cette stratégie commune pour le développement de la police. À l'heure actuelle, 15 conseillers militaires mettent en outre un programme de formation à l'intention des membres de l'Unité de patrouille des frontières.

Faisant référence à la composante de soutien aux droits de l'homme et à la gouvernance démocratique, le représentant spécial a rappelé que le Bureau des Nations Unies a nommé six officiers chargés des droits de l'homme auprès d'institutions nationales comme notamment le Cabinet du Premier ministre, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Education.

Par ailleurs, la Commission pour la vérité, réception et réconciliation est sur le point d'achever son rapport qui sera remis au président de l'Assemblée nationale et au Secrétaire général d'ici la fin du mois d'octobre.

Le BUNUTIL, a encore ajouté le représentant, discute actuellement de la mise en place d'un registre des crimes les plus graves. Le système judiciaire national a d'ailleurs montré sa capacité à agir dès le retour d'un ancien membre de milices accusé de crimes graves au Timor-Leste. La première audition a eu lieu le 4 août et un procès est prévu le 3 septembre.

(Centre d'information de l'ONU)

Transition démocratique à Timor-Leste, un succès

par le président José Alexandre Xanana Gusmao dans le *Monde diplomatique* de septembre 2005

Pour les petits pays comme le Timor-Oriental, devenu Timor-Leste, l'ONU est une très bonne chose. Nous pouvons y faire entendre notre voix, nous pouvons y défendre nos intérêts au même titre que les grandes puissances. Je ne veux pas dire par là que nous avons un réel pouvoir au sein des Nations unies, car notre poids est limité. Mais nous existons en tant que nation, notre vote compte, et c'est très important.

Cependant l'ONU a un problème de fonctionnement : c'est une organisation lourde, souvent gênée dans son action par une bureaucratie écrasante.

Dans le cas de la mission de reconstruction du Timor-Leste, il a fallu des mois et des mois pour former les équipes destinées à nous aider. La bureaucratie onusienne n'était pas capable de trouver les personnes compétentes pour ce genre de mission. Résultat : parmi les cadres et les techniciens chargés de la reconstruction, il y avait des cadres de qualité, mais la plupart ignoraient notre culture et nos habitudes. Surtout, ils ne se souciaient guère de notre sensibilité.

Les Timorais se sont sentis souvent agressés par ces étrangers qui ne respectaient pas les valeurs de notre société. A mes yeux, l'ONU ne les avait pas préparés à leur mission.

Il n'y a pas eu d'affrontement entre le personnel de l'Autorité transitoire des Nations unies pour le Timor-Oriental (Untaet) et le peuple du Timor-Leste parce que nous avons agi de telle sorte que cela ne puisse pas se produire. Mais la tension était permanente. J'ai été obligé d'aller moi-même

demander aux autorités onusiennes de partir immédiatement après la déclaration d'indépendance parce que je pressentais, à la fin de la mission, que le pire pouvait arriver d'un moment à l'autre.

Il y avait beaucoup de frustrations, de malentendus, le choc culturel était évident. Par exemple, nombreux étaient ceux qui venaient me voir pour se plaindre du fait que le personnel de l'ONU disposait de nombreuses voitures, dépensait beaucoup d'argent dans les restaurants et les bars de Dili, occupait les meilleurs postes administratifs ou techniques. Les Timorais en étaient écartés, ils n'avaient pas d'emplois.

Mes compatriotes étaient en fait les spectateurs d'une mise en scène financée par l'argent que les donateurs avaient voulu nous donner.

J'ai été frappé aussi par la mesquinerie de ces fonctionnaires onusiens. Lorsque l'Untaet a terminé sa mission, ils ont tout emmené, les voitures, les motos, les ordinateurs, les appareils de communication. Ils ont même retiré à la nouvelle police timoraise les talkies-walkies utilisés pour les communications entre les provinces, des communications particulièrement difficiles en raison du relief montagneux de l'île. Pourtant tout ce matériel avait été acheté avec l'argent des donateurs.

En réalité, je ne suis pas enthousiaste quand je fais référence à l'action de l'ONU au Timor-Leste. Elle a fait son possible, mais n'a pas toujours été à la hauteur de sa mission.

L'indépendance ne règle pas tout

Parti 17 jours à Timor-Est, j'ai rencontré un peuple accueillant où souvent les gens, avec le sourire, nous disent « bon dia » ou « boa tarde ». J'ai pu aussi avoir des discussions politiques avec des militants d'organisations. Jean-François Le Dizès (résumé par R.B.)

1 Une culture de non développement ?

Le pays ne possède aucune industrie et l'agriculture demeure la première activité économique. 76% de la population est rurale. L'agriculture est essentiellement une agriculture de subsistance : on cultive riz, maïs, patates douces, on élève un porc, on cueille banane et noix de coco. Cette activité se fait sans traction mécanique et selon des rites anciens, on vénère la terre considérée comme une mère.

Avant de semer, on brûle le champ. Ce qui, selon le militant que j'ai rencontré à Haburas, n'est pas nuisible à l'environnement. Les campagnes connaissent une forte pression démographique. C'est ce qui explique les problèmes de soudure et le fait que le pays importe 30% de sa consommation de riz qui est un aliment de base.

La culture de l'Est-Timorais moyen n'incite pas à investir. Il préfère travailler le minimum nécessaire à sa survie. Cette philosophie est à l'opposé du dynamisme que j'avais pu constater en Indonésie et aux Philippines. A Timor-Est j'ai vu peu de bateaux de pêche. Rien de comparable avec les norias de chalutiers parcourant les rivages philippins. En outre, je n'ai vu aucun élevage pratiqué sur les vastes savanes est-timoraises. Enfin j'ai pu constater que les salines exploitées à l'époque de la colonisation indonésienne autour de Manatuto sont aujourd'hui laissées à l'abandon. Dans les villes, le secteur informel tient une place considérable à travers le commerce ambulant : on vend boissons, dont beaucoup d'eau de source, fruits, cigarettes, cartes téléphoniques, essence.

2 Des services publics à repenser

Le FRETILIN, parti dominant, s'est plus ou moins converti à l'économie de marché. Sa politique de l'emploi est d'attirer les entreprises étrangères en leur présentant des conditions favorables. S'il considère que des services publics (poste, électricité) doivent être maintenus, ceux-ci restent marqués par les dommages provoqués par la guerre et ne sont pas adaptés aux nouvelles contraintes.

En zones rurales, seuls 13 % des foyers sont reliés au réseau électrique. Même une préfecture comme Maliana ne l'était pas non plus, alors qu'elle l'était à l'époque indonésienne ! Avec l'indépendance, cette ville a perdu également son bureau de poste.

La déforestation a réduit les précipitations et a détérioré la qualité des eaux courantes. Si bien qu'aujourd'hui seulement 52 % de la population est fournie en eau potable. En zone rurale, l'accès à l'eau demande en moyenne 23 minutes. La collecte des ordures ménagères urbaines est défectueuse. Comme en Indonésie, chacun doit déposer ses déchets dans des grands cubes ouverts répartis dans les différents quartiers. Des camions sont susceptibles de vider ces lieux régulièrement. Mais la logistique n'a suivi ni l'importante augmentation de la population urbaine ni l'évolution de la consommation qui aujourd'hui procure beaucoup plus de déchets non-biodégradables qu'auparavant. De plus, les très nombreux néo-urbains conservent leurs habitudes rurales de jeter les objets n'importe où . A ce tableau, il faut ajouter que nombre d'égouts sont à ciel ouvert.

Il n'y a aucune politique de transports urbains. Le gouvernement confie ceux-ci à l'initiative privée. Si les « microlets », grands taxis collectifs sont assez adaptés au pays, Dili connaît une pléthore de taxis individuels. Ceux-ci dont le prix de la course est dix fois celui d'un voyage en « microlet » passent beaucoup de temps à chercher un client en roulant, à klaxonner à tout piéton.

3 Le pétrole va-t-il aider les Est-Timorais ?

Alors que ses exportations se réduisent à une petite quantité de café, Timor-Est vit aujourd'hui beaucoup de l'aide internationale. 40 % du budget de l'Etat en dépend. L'espoir se trouve dans les ressources pétrolières off-shore situées entre l'Australie et Timor-Est. Pour l'exploitation de cet or noir, avait été signé en 1989, entre les gouvernements australien et indonésien, un accord très favorable à l'Australie. Si, depuis l'indépendance, l'Australie a accepté de renégocier l'accord, il n'en demeure pas moins qu'elle refuse l'application des règles de la Convention des Nations-Unies sur le Droit de la Mer. Ce qui frustre Timor-Est d'une grande partie de sa part pétrolière.

L'enseignant de Maliana ne gagne que 150 dollars par mois, alors qu' un litre d'eau de source coûte environ 50 cents. A l'époque indonésienne les fonctionnaires avaient droit à une retraite, aujourd'hui ce droit a été supprimé. Si l'indépendance a déçu les gens, le pétrole va-t-il les satisfaire ? Beaucoup pensent que les fruits du pétrole iront dans les poches des dirigeants.

4 Un enseignement qui cherche sa langue

Durant la colonisation portugaise, l'enseignement se donnait en portugais. Sous la domination indonésienne, il se faisait en indonésien. Depuis l'indépendance, il se donne principalement en tetun, langue locale comprise par 90% des gens . Mais compte tenu du passé des étudiants et des enseignants, à l'université les cours se donnent surtout en indonésien, parfois en portugais ou en anglais mais jamais en tetun.

Face à cet imbroglio linguistique, le gouvernement veut promouvoir le portugais comme langue d'enseignement. Dans ce but, nombre d'universitaires brésiliens ont été envoyés par leur gouvernement à Timor-Est pour former en langue portugaise les actuels enseignants. La

massification de l'enseignement étant récente, l'analphabétisme chez les adultes (plus de 15 ans) reste élevé : 35 % des hommes, 48 % des femmes. Mais par exemple, chez les 45-54 ans, tous sexes confondus, ce taux grimpe à 73 %.

Aujourd'hui, 90 % des 7-12 ans des deux principales villes, Dili et Baucau et 70 % de ceux des zones montagneuses sont scolarisés. Le principal frein à l'amélioration de ces scores est le prix des transports, qui sont à la charge des parents. Cet enseignement, qui ne se donne qu'en matinées, se fait sans livre. S'il existe quelques journaux, ils ne sont guère vendus que dans le centre de Dili. La Poste n'embauche aucun facteur. Autant dire que la communication écrite est limitée. Les media audiovisuels ne sont pas pour autant surabondants : par exemple, en zones rurales, seuls 30 % des foyers possèdent la radio et 10 % la télévision.

5 Le clergé principale force d'opposition ?

Durant mon séjour, l'école a été source de conflit. En effet le clergé exige de la part du gouvernement un enseignement religieux dans le cursus scolaire. (Voir par ailleurs page 7) Ainsi depuis le 19 avril, le clergé, accompagné essentiellement d'adolescents, manifeste en permanence à l'entrée de la place où est situé le « Palacio de governo ». Les manifestants, dont le nombre avoisine certains jours le millier, proviennent de tout le pays et campent sur place. Le 27 avril, jour de mon départ, la manifestation continuait ! Des discussions que j'ai eues à ce sujet avec des non-manifestants, il ressort que la revendication du clergé est populaire. D'ailleurs, le gouvernement ne s'aventure pas à lancer une contre-manifestation en sa faveur. Durant cette semaine, il n'y eut aucun heurt entre manifestants et policiers : preuve que le droit de manifester est réalité. Par contre, plusieurs militants que j'ai rencontrés m'ont dit que la torture n'avait pas quitté le pays avec l'armée indonésienne.

6 Quand les familles nombreuses pèsent sur la santé

Les conditions d'hygiène publique, les problèmes alimentaires, le manque d'éducation font que le bilan de santé à Timor-Est est mauvais. Le taux de mortalité infantile est élevé : 8,7 % contre 3,1 % en Indonésie et 3,7 % aux Philippines. La sous-alimentation des enfants est un sérieux problème qui est source de maladies. Si seulement 5 % des bébés ont une insuffisance pondérale à la naissance, ils sont 43 % parmi les moins de 3 ans.

Les malades ont la possibilité d'aller se faire soigner gratuitement dans les hôpitaux des villes et les dispensaires de campagne. Les médecins est-timorais faisant défaut, ce sont des médecins étrangers envoyés par leur gouvernement (Cuba, Malaisie...) qui y exercent.

La pauvreté, qui est source de problèmes de santé, se lit à travers le travail des enfants, la tenue de ces derniers dans les campagnes : en haillons et souvent sans chaussures. Seulement 2 % des foyers ont une automobile, 4 % une moto et 5 % une bicyclette.
La première cause de pauvreté est la croissance démographique très forte. Le taux de fécondité y atteint le chiffre de 7,6 % contre 2,3 % en Indonésie et 3,1 % aux Philippines.

7 Quand la discrimination des femmes est posée

Ce mauvais résultat en matière de fécondité est la conséquence du faible usage de contraceptifs : seules 7 % des femmes mariées non enceintes les utilisent. Des centres de planning familial existent, intégrés dans les établissements de soins médicaux. Le personnel médical profite des consultations des femmes dans ces établissements pour les informer sur la contraception. Certes, des femmes reconnaissent qu'elles seraient soulagées d'avoir moins d'enfants, mais elles pensent que la procréation est un don de Dieu et les maris sont désireux de famille nombreuse....

L'ONG Fokupers organise certains dimanches dans les chefs-lieux de district des débats avec la population sur l'ensemble des problèmes concernant la condition de la femme : le non partage du travail domestique, la violence conjugale, les discriminations envers les femmes, l'héritage, la dot. La plus grande discrimination envers les femmes concerne l'éducation ; quand les revenus d'un foyer sont faibles, les parents n'envoient que les garçons à l'école. Les filles sont actuellement privées d'héritage, le fils aîné recevant la plus grande part du gâteau. Le Parlement où siègent 27 % de femmes, discute d'une réforme de l'héritage afin qu'il devienne égal pour tous et toutes. En revanche, aucune loi n'est à l'ordre du jour pour supprimer la dot, qui est essentiellement payée en nature : en animaux (porcs, buffles).

Conflit entre l'Eglise catholique et le gouvernement

par EDA 418 et 419 (résumé R.B.)

Dans la querelle qui a opposé l'Eglise catholique et le gouvernement au sujet de la place de l'enseignement religieux dans les écoles publiques, le ton est monté d'un cran, le 25 avril dernier, lorsque les évêques des deux diocèses de Dili et de Baucau ont réclamé la démission du Premier ministre Mari Alkatiri, un musulman. Dans une lettre envoyée à Francesco Guterres, président du parlement, Mgr Alberto Ricardo da Silva et Mgr Basilio do Nascimento ont demandé la nomination d'un nouveau chef de gouvernement en raison de « la situation sociale, économique et politique ».

Le 19 avril, environ 2 000 personnes, des catholiques en majorité, ainsi que des musulmans et des protestants, avaient manifesté à Dili pour protester contre la décision du gouvernement de rendre l'enseignement religieux facultatif dans les écoles publiques du Timor-Oriental, où 96% des habitants sont catholiques. Le P. Domingos Soares, porte-parole du diocèse de Dili, avait averti que les manifestations continueraient tant qu'une solution ne serait pas trouvée. Le lendemain, les manifestants étaient 5 000, des renforts étant arrivés des campagnes avoisinantes et des autres villes du pays. La foule demandait la démission du Premier ministre lui reprochant de mener une politique « dictatoriale ».

La tension s'est encore accrue lorsque le Premier ministre a déclaré publiquement que le gouvernement ne reviendrait pas sur sa décision et que l'Eglise n'avait qu'à se transformer en parti politique si elle souhaitait discuter des affaires politiques du pays. Le Président Xanana Gusmao est alors intervenu pour tenter de ramener le calme, appelant le gouvernement et l'Eglise au dialogue. « Afin de trouver des solutions aux préoccupations des évêques et de la population qui proteste à l'appel de l'Eglise », a-t-il déclaré le 25 avril, lors d'une conférence de presse à Dili. Le lendemain, dans une interview à la radio catholique portugaise Renascenca, le Premier ministre a finalement déclaré que son gouvernement pourrait revenir sur sa décision de mettre un terme à l'obligation de suivre des cours de religion dans les écoles publiques.

La querelle remonte au mois de novembre 2004. Le 23 de ce mois, le ministre de l'Education, Armindo Maia, a déclaré sur les ondes de Suara Timor Lorosae (la voix du Timor oriental) que la religion allait passer du statut de matière obligatoire à celui de matière à option dans les écoles publiques. En février 2005, le gouvernement a commencé à appliquer cette nouvelle orientation. Le ministre citait à l'appui de son propos l'article 45 de la Constitution, relatif à la séparation des Eglises et de l'Etat, ainsi que l'insuffisance des fonds publics pour rémunérer les professeurs de religion, des catholiques dans leur très grande majorité.

L'Eglise, dans un premier temps, a choisi d'approcher le gouvernement afin de « trouver une solution à ce problème par le dialogue ». L'Eglise catholique a proposé que l'enseignement de la religion demeure obligatoire, en envisageant qu'il pourrait aussi comprendre les fondements du

protestantisme et de l'islam, pour aller au devant des minorités religieuses présentes à Timor-Oriental. Mais, dit le P. Soares « le gouvernement ne s'est jamais montré désireux d'ouvrir les négociations ». Le 20 avril, Mari Alkatiri déclarait : « Le gouvernement est toujours prêt à ouvrir le dialogue avec l'Eglise catholique, mais les manifestations d'aujourd'hui n'aident pas à créer les conditions de ce dialogue ».

Pour un certain nombre de catholiques est-timorais, l'attitude du Premier ministre à l'égard de l'Eglise catholique est difficile à comprendre. Sous l'occupation indonésienne, l'Eglise était perçue comme favorable à la cause de l'indépendance et le travail de Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo, ancien administrateur apostolique de Dili, pour une solution juste et pacifique à la question est-timoraise a été saluée par l'attribution du prix Nobel de la paix en 1996, prix partagé avec José Ramos-Horta , qui représentait alors la résistance à l'étranger. Selon Ildefonso da Silva, enseignant à Dili, le personnel politique actuellement au pouvoir n'a jamais reproché à l'époque à l'Eglise d'être « politisée », notamment lorsque Mgr Belo risquait sa vie en dénonçant les exactions de l'armée indonésienne. « Ces personnes oublient qu'en s'opposant à l'occupation indonésienne, l'Eglise leur a permis d'arriver au pouvoir », souligne ce professeur, qui dénonce l'attitude consistant à qualifier l'Eglise d'opposant politique dès lors qu'elle exprime une position qui déplaît au gouvernement. Le 21 avril, sur les ondes de la radio catholique locale Radio Timor Kmanek, le jésuite Venancio de Araujo a dénoncé en des termes virulents les membres du gouvernement, les qualifiant de « marxistes déguisés en démocrates » , allusion à leur appartenance au Fretilin, l'ancien front révolutionnaire qui est devenu, après l'indépendance, le principal parti politique du pays, majoritaire au parlement.

Pour le pasteur Luis de Andrade, de l'Eglise Hosanna, l'actuelle querelle scolaire a quelque chose d'ironique, puisque, sous la férule indonésienne, premier pays musulman du monde par l'importance de sa population musulmane, l'Eglise était autorisée à enseigner la religion chrétienne dans les écoles et ses professeurs étaient payés par l'Etat. « Aujourd'hui, nous sommes un pays chrétien et nous ne sommes pas libres d'enseigner notre religion à nos enfants. C'est absurde » a commenté le pasteur.

La place de la religion dans les écoles s'inscrit dans un contexte plus large de tensions récurrentes entre l'Eglise catholique et le gouvernement. En décembre dernier, des responsables catholiques ont protesté contre la promotion du préservatif, organisée par le gouvernement et des ONG afin de lutter contre la propagation du sida. Plus récemment, en février dernier, Mgr Alberto Ricardo da Silva s'est opposé à un accord entre les dirigeants est-timorais et indonésiens sur l'abandon des poursuites à l'encontre des responsables d'atrocité commises dans les jours qui ont suivi le référendum d'août 1999, qui allait mener le pays à l'indépendance.

Le 7 mai dernier, après plusieurs jours où d'importantes manifestations ont bloqué une partie de la capitale Dili et où la tension politique était devenue très forte, le gouvernement, dirigé par le Premier ministre Mari Alkatiri, lui-même musulman, et les deux évêques de l'Eglise catholique locale ont signé un accord. Paraphé en présence du président de la République, Alexandre Xanana Gusmao, cet accord a mis fin à la dispute opposant l'Eglise et le gouvernement sur la place de l'enseignement religieux dans les écoles publiques .

Dans la déclaration commune, les deux parties « reconnaissent et acceptent l'importance des valeurs religieuses et leur contribution dans la construction de la nation ». L'Eglise et le gouvernement « reconnaissent l'importance du rôle des valeurs morales et religieuses dans la vie des personnes ». Ils admettent que ces valeurs font partie de la mission éducative et que l'éducation doit répondre aux besoins de chaque citoyen, quel qu'il soit. La déclaration affirme encore que le gouvernement et l'Eglise catholique reconnaissent « qu'une éducation religieuse doit être intégrée dans les programmes scolaires et donc qu'il est normal qu'elle figure dans les emplois du temps des

écoles ».

De plus, les deux parties sont tombées d'accord pour former un groupe de travail permanent dès ce mois de mai. Le groupe comprendra des représentants du gouvernement, de l'Eglise catholique et des autres religions, avec pour mission de mettre en œuvre les dispositions de l'accord signé le 7 mai. Enfin, la déclaration conjointe « donne l'assurance qu'aucun manifestant, une fois de retour chez lui, ne sera menacé ou terrorisé ».

Disposition qui témoigne de la tension qui a régné dans les rues de Dili au cours des dernières semaines . Au fil des jours, le nombre des manifestants est monté, selon certaines estimations, jusqu'à 10 000.

Pour en arriver là, les incidents n'avaient pas manqué. Le 25 avril, les évêques de Dili et de Baucau demandaient la démission du Premier ministre. Le 28, le Président Gusmao, rendant visite aux manifestants, demandait à l'Eglise catholique « de rester lucide et de ne pas confondre programme scolaire d'éducation et problèmes religieux ». Enfin le 1er mai, devant le refus des manifestants de se disperser, le même président Gusmao déclarait, lors d'une conférence de presse « Je demande que l'Eglise ne transforme pas la résidence de Mgr Albert Ricardo da Silva en un mini Etat ». Peu après, les autorités donnaient aux manifestants jusqu'au 3 mai pour se disperser, un ultimatum dont la foule des manifestants ne tiendra pas compte.

Le premier signe indiquant que le gouvernement était prêt à faire marche arrière était intervenu le 2 mai lorsque le ministre des Affaires étrangères, José Ramos-Horta, a déclaré que les cours de religion seraient à nouveau rendus obligatoires. Après l'accord du 7 mai, le président Gusmao et les deux évêques sont allés au devant des manifestants, pour leur expliquer la teneur du texte cité. La foule s'est alors dispersée dans le calme. Interrogés par l'agence Ucanews, les manifestants ont exprimé leur soulagement de voir ce bras de fer, engagé entre l'Eglise et le gouvernement, trouver une issue pacifique. « Cette manifestation a été très différente de toutes celles que j'ai connues jusqu'à maintenant. Les policiers ont agi avec tact, en vrais professionnels », a déclaré Janurio Fernandes, venu de Lospalos, un district de l'extrême est du Timor-Oriental.

Nos réalisations en 2005

Le CDC (Centre de Développement Communautaire) de Baucau, officiellement enregistré, numéro 466, par le Forum National des ONG du Timor Leste le 3 novembre 2004, réunit régulièrement son conseil d'administration. Il fêtera son premier anniversaire en novembre prochain en rassemblant pendant deux jours à Baucau tous les groupes bénéficiaires de son action et les autorités du district et de Dili. Les financeurs y seront invités.

Depuis un an le CDC a recruté une dizaine de personnes selon une présélection de dossiers de candidats qui une fois sélectionnés ont passé des tests oraux et pratiques sous la supervision du Président, du Trésorier et du Chargé de mission. Chacun a une fonction précise dans l'équipe : coordinateur administratif, coordinateur de programme, agriculture, culture, artisanat, alphabétisation, comptabilité et finances, mécanique, entretien, sécurité.

En plus des activités antérieures : pisciculture, agriculture, micro-crédit, tissage, santé,...CDC a choisi d'axer son programme de travail sur l'ensemble des aspects de la vie économique et culturelle pour la promotion sociale des villages. L'alphabétisation seule, ça ne marche pas, mais l'artisan restera limité sans alphabétisation. A l'exposition populaire de Dili lors des fêtes anniversaire de l'indépendance, CDC a reproduit un micro village avec toutes ses activités de promotion. Ce fut un grand succès suivi pas plusieurs ministères, Unesco, FAO et les ONG présentent au Timor.

Il a démontré comment un village progresse d'une façon durable avec une bonne utilisation des outils suivants :

- Des machines agricoles simples, avec moulins multi fonctions pour le maïs et le riz, rappeuse de coco, machines à farine diverses.
- Des silos à grain pour la conservation des semences et des récoltes et l'utilisation de plate-forme cimentée pour les battages.
- Un travail amélioré des forgerons avec des outils allant du simple couteau à la décortiqueuse manuelle de maïs.
- Des foyers à balle utilisant le résidu du riz pour la préparation des repas.
- L'amélioration du filage traditionnel du coton avec la vente des taïs.
- La fabrication de papier recyclé avec la vente de cahiers et de feuilles de papier avec leur enveloppe.
- La présence des facilitateurs en alphabétisation et la présence des infirmiers pour des campagnes de santé et d'hygiène.

Voici ce qui se passe au village de Samaguia.

Le CDC a rencontré Abilio, chef du village, il y a quelque temps déjà, lors de la mise en place du programme de banque à grain communautaire. Cette rencontre et la suite des événements nous ont montré un leader motivé et ouvert, soutenu par sa communauté.

CDC agit sur plusieurs domaines simultanément afin de pouvoir développer de façon durable et viable la montée de la communauté humaine. C'est donc avec cette vision que le CDC a commencé son programme de développement communautaire à Samaguia.

Un groupe de 32 femmes, dont 80% sont déjà grands-mères et 90% analphabètes, s'est joint au programme en confectionnant des paniers tissés pour collecter du papier usagé et sensibiliser la ville de Baucau sur l'importance du recyclage. Le groupe est divisé en 2 afin de faire des rotations dans les activités proposées 2 matinées par semaine. En effet lorsque le premier groupe fait du papier recyclé, le deuxième apprend à lire, à écrire et à compter.

Pour les hommes, le schéma est similaire, des activités d'agriculture leur sont proposées en parallèle avec des cours d'alphabétisation. Un système de banque à grain avec des silos de conservation et une place de séchage ont été mis en place à l'échelle du village.

Il va de soi qu'une personne d'un certain âge qui ne sait ni lire ni écrire, va trouver peu d'intérêt à suivre des cours d'alphabétisation. De même qu'une personne qui désire générer une activité économique avec une micro entreprise aura beaucoup de difficulté si elle reste analphabète. C'est donc pourquoi CDC a intégré ces deux composantes, recevoir une formation technique permettant une activité avec un certain potentiel économique et la lier avec l'alphabétisation afin de pouvoir s'élever socio économiquement de manière équilibrée. Nous avons constaté que l'alphabétisation seule, ça ne marche pas.

Il a été choisi de développer l'artisanat, n'utilisant que des ressources locales, pour les femmes, car cela leur permet de continuer leur activité ménagère en même temps et de ne pas avoir à trop investir pour accéder au matériel de production. L'agriculture a bien sûr été choisie pour les hommes puisque c'est la principale ressource locale. Dans ce cas précis, les femmes produisent des cahiers pour leur groupe d'alphabétisation mais aussi pour d'autres groupes comme exemple et comme stimulant.

De plus, les infirmiers de Baucau complètent le travail d'éducation effectué par l'équipe auprès de la

communauté en organisant des campagnes de prévention santé et d'hygiène comme par la création de système simple pour le lavage de mains.

Nous poursuivons la méthode des unions de crédits afin de faciliter aux membres de la communauté l'accès à des crédits qui ont un réel sens d'aide et sans risque d'appauvrissement par un surendettement. Le fait que l'argent provient de la communauté elle-même, assure ainsi la responsabilité des crédits et du remboursement par la pression sociale.

Des liens commerciaux et économiques sont bien évidemment développés avec d'autres villages et producteurs afin d'assurer une circulation d'argent nécessaire pour la croissance économique des communautés.

Des nouveautés récentes

Le papier recyclé

Le programme a débuté en décembre 2004 avec une trentaine de femmes de Tekinomata, district de Baucau, qui participent 2 matinées par semaine au programme de recyclage de papier.

Le programme ne présente pas de problème particulier, il montre une bonne participation et motivation des femmes qui sont organisées en OFT. Une dizaine d'organisations participent au tri du papier à Baucau et l'imprimerie du Diocèse est le plus gros participant. Pour l'instant il s'agit d'améliorer la qualité du papier, de produire des feuilles de papier, 5 types d'enveloppes et 3 types de petits livres de notes.

La semaine d'exposition a permis de vendre une grande quantité de la production. Le CDC commande au groupe OFT des cahiers pour l'ensemble de ses bénéficiaires en alphabétisation. De même que tous les livres de micro crédit du CDC sont produits par le groupe OFT.Sur le marché local, 2 enveloppes de papier recyclé peuvent être vendues pour le prix d'une de papier normal, soit 0,10US$. Ce qui rend la production vraiment compétitive.

ILO (BIT local) semble très intéressé par le papier et prêt à financer la formation qui s'organise suite aux demandes lors de la semaine d'exposition à Dili. La formation, qui serait organisée à Dili pour centraliser les participants, aurait lieu à Arte Moris qui en même temps ferait tous les dessins nécessaires à la production d'un manuel sur le recyclage du papier.

Ce manuel sera officialisé par le ministère du travail, donnant lieu à un certificat officiel de formateur pour Josefa (l'animatrice), de centre formateur pour le CDC et de capacité pour les participants. En parallèle au papier, les femmes participent aux cours d'alphabétisation.

Les forgerons qui évoluent

IOM a fait un appel d'offres dans plusieurs domaines pour la construction d'écoles. Connaissant le travail des forgerons (les silos, les décortiqueuses, les foyers à balle), Simon les a orientés et aidés à réaliser le « proposal ». Ils ont remporté le contrat des écoles et un crédit pour un générateur. Cela leur permettra d'augmenter la capacité de leur atelier et de leurs services. De plus ils vont tenter de fabriquer des fers à repasser fonctionnant au charbon et des mixers manuels pour fabriquer le papier recyclé. Ils préparent aussi la création d'une faux à long manche qui intéresse certains fermiers et le groupe vers à soie de Baucau.

La prévention santé

Un groupe de 8 infirmiers de l'hôpital de Baucau a contacté le CDC pour réaliser des campagnes de

prévention santé sur : Malaria, Dengue, Diarrhée, Tuberculose et HIV. Ils ont fait une présentation à l'équipe du CDC pour mieux se préparer et aussi pour sensibiliser l'équipe. Luis Aparicio, le district administrateur a été convié à la présentation, ainsi qu'un membre du ministère de la santé pour « officialiser » la campagne.

Un système de fontaine à eau pour se laver les mains après défection ou avant de manger a été réalisé. Il utilise des bouteilles plastiques recyclées avec de la corde et permet une consommation d'eau économique. Le système est simple et facilement reproductible par n'importe qui, il est en test à Samaguia.

L'équipe d'infirmiers accompagne le CDC lors de ses déplacements dans les communautés bénéficiaires. Le Centre espère pouvoir participer à un programme de distribution de moustiquaires d'ici la fin de l'année pour compléter le programme de prévention.

O.L. et R.B.

Le Timor Leste, une nouvelle destination touristique

Par Christine CABASSET-SEMEDO

A la fin des années 1960 et jusqu'en 1975, le Timor oriental connaît un frémissement d'activité touristique internationale, qui s'arrête brutalement avec l'invasion du territoire par l'armée indonésienne. Suivent alors presque vingt-cinq ans de guerre qui vont laisser le pays à l'écart du développement touristique mondial.

Le tourisme au Timor Leste doit donc être resitué dans le contexte suivant :
– un pays resté longtemps isolé, sorti récemment d'un conflit violent dont les traces sont toujours visibles (destruction de patrimoine culturel ; présence de ruines...) ;
– un pays pauvre, inscrit depuis 2002 sur la liste des Pays les Moins Avancés, qui fait face au défi du développement économique et qui voit dans le tourisme un moteur potentiel et une source d'emplois ;
– un pays qui aimerait rompre avec son image de « pays en guerre », pour faire valoir ses atouts touristiques.

Si l'Etat timorais envisage le tourisme comme une voie du développement, on voit bien que, confronté à une multitude de priorités, il a peu de moyens financiers à consacrer à ce secteur. Son intervention, consiste alors à la poursuite des contacts avec l'Organisation Mondiale du Tourisme ou avec PATA (Pacific Asia Tourism Association), au fonctionnement d'un site internet officiel (www.turismotimorleste.com) et à une présence dans les salons internationaux qui l'y invitent (PATA Travel Mart à Singapour et à Bangkok, ou la « Bolsa de Turismo de Lisboa » au Portugal). A signaler aussi qu'un prix, le « PATA Gold Awards 2005 » lui a été attribué pour la sortie du guide touristique sur CDRom « Discover the World's Newest Nation ». L'objectif de l'Etat timorais est de rompre avec l'image d'un pays en guerre, à laquelle il est encore fortement associé, et de restaurer cette image pour passer à celle d'une destination touristique. Et la sortie récente (2004) du premier et seul guide de voyage consacré au pays depuis son accession à l'indépendance, le Lonely Planet « East Timor », fut en ce sens bien symbolique d'une ouverture touristique.

Le Timor Leste a, en terme de culture et de nature, des ressources touristiques potentielles. Si les capitales de district (en dehors de Dili dont une grande partie du centre a été refaite à neuf) présentent, dans l'ensemble, peu d'intérêt touristique, le reste du pays, fortement rural, offre de nombreux attraits. Le Timor Leste est traversé par une cordillère montagneuse qui s'étire d'est en

ouest. Les montagnes du centre, au sud de Dili, particulièrement boisées, constituent le grand centre de la production de café du pays, cette ressource essentielle qui fait vivre (cueillette, transport…) environ un quart de la population totale du pays. Parallèlement, Timor Leste bénéficie d'une longue côte et donc de kilomètres de plages, quasiment vierges de toute construction touristique. Le pays bénéficie également de fonds sous-marins préservés, largement mis en avant dans la promotion touristique nationale, que les pratiques de snorkelling et de plongée (3 centres de plongée) permettent de découvrir.

Quant au patrimoine culturel, il est important de dire qu'il a souffert de ces années de guerre. Si le patrimoine colonial portugais - maisons, villas, églises, forts - dont parle la communication touristique, existe bien, il est surtout très épars. De même pour le patrimoine culturel et ethnique timorais (Timor Leste compte une trentaine de groupes ethniques) : les destructions de biens et les déplacements de population successifs dans les années de guerre 1975-79, ont mis à mal, les villages traditionnels, les objets et maisons sacrées, l'orfèvrerie, et entamé la diversité de la production de poteries, de sculptures sur bois et de tissages traditionnels… Les « anciens » étant les principaux détenteurs des gestes et de la mémoire de ces productions artistiques et artisanales, cette recherche apparaît aujourd'hui comme une « course contre la montre », avant qu'ils ne s'éteignent. Parallèlement à cette quête culturelle, a lieu une reconquête spontanée des lieux d'habitat d'origine, notamment sur les reliefs, avec la reconstruction de villages et de maisons sacrées « traditionnels » (lulik).

En dépit d'atouts, le Timor Leste n'est pas une destination touristique. Dans le sens où les « vrais » touristes, venant là en dehors de motivations professionnelles, sont rares (et l'arrivée, en juin dernier, du premier groupe de touristes japonais et du premier bateau de croisière australien a fait vraiment figure d'événement). Dans le sens où il s'agit d'un pays peu équipé en dehors de Dili et, dans l'ensemble, peu organisé pour un tourisme « classique » : pas de grands hôtels en bord de mer, pas de facilités de transport et peu de facilités touristiques tout court, problème de communication pour celui qui ne parle ni le tetum, ni le portugais (les 2 langues officielles), ni l'indonésien, ni l'anglais (encore peu parlé dans le pays). De fait, comme le signale, dans son introduction, le guide de voyages Lonely Planet consacré au Timor Leste, il s'agit là d'une « toute nouvelle destination, un endroit où l'on peut être un pionnier, où l'on peut être les premiers sur la scène et où celui qui voyage avec un esprit d'aventure sera récompensé ».

Le pays a pourtant vu arriver à partir de 1999 plusieurs milliers de personnels internationaux (ONU…) qui ont favorisé une remise en activité de quelques lieux touristiques. Ceux-ci, hérités pour beaucoup de la période portugaise (comme à Dili, les hôtels « Dili », « Turismo », « Timor », mais aussi les pousadas de Maubisse et de Baucau par exemple) ont retrouvé leur rôle d'accueil touristique. L'importante demande en matière de loisirs de ces internationaux a indéniablement mené à la restauration d'un réseau d'acteurs et d'emplois liés au tourisme (hôtellerie, bars, restaurants, guides de montagne, chauffeurs, agences de voyage, production et vente d'artisanat, production et vente de produits frais aux hôtels et restaurants…), surtout à Dili bien sûr, mais pas seulement. A l'extrême est de l'île par exemple, un groupe de pêcheurs du village de Tutuala fait figure de « réceptif » local depuis 1999/2000 en accueillant les internationaux arrivant là pour le week-end. Ils aident ces derniers à monter leur tente sur la plage (sur laquelle il n'y a aucun hébergement), les emmènent dans leurs barques sur l'île de Jaco, ils pèchent et préparent au grill des poissons pour les repas des visiteurs…

Quelques initiatives méritent d'être signalées, comme l'écolodge de l'île d'Atauro, situé en bord de mer à proximité du village Vila. Ouverte depuis mai 2003, cette structure présente une double originalité : celle d'être écologique (énergie solaire, retraitement des déchets..) et celle d'avoir été mise en œuvre dans un objectif de « tourisme et développement local » : les recettes générées par ce resort financent le fonctionnement d'un projet d'éducation, d'un jardin d'enfants et une

bibliothèque itinérante. Ce projet, conçu et géré par une ONG locale (Roman Luan), inspiré et guidé par une Australienne spécialiste du développement local, est mené avec la communauté villageoise depuis sa conception. Construit avec des matériaux locaux, reprenant des éléments d'architecture traditionnelle, offrant à la fois du charme en même temps qu'un confort très simple, cet écolodge affiche complet à chaque fin de semaine. La réussite est telle que des Timorais, particuliers ou membres d'une ONG, d'un collectif, viennent de différentes régions, pour voir de près ce « modèle » avant de lancer leur propre projet.

Car les projets locaux vont bon train : alors que le départ des « internationaux » à partir de 2004, non remplacés par un volume significatif de « vrais » touristes, a provoqué une brutale décroissance économique dans le pays, l'espoir des Timorais de voir arriver des touristes reste toujours vivace. Monté par des acteurs privés timorais, un réseau de petites structures hôtelières s'étoffe, notamment hors de Dili, à Same, à Baucau, à Hatu Builico, à Los Palos, à Baguia. Tout comme émerge un réseau de guides susceptibles d'organiser des randonnées à pied, sur le Tata Mai Lau, sommet culminant du Timor Leste, mais aussi sur le Matebian, sur le Kablac, le Mundo Perdido, à Oecussi… De même, dans ce pays où les petits chevaux de montagne sont très nombreux, les propositions de balades à cheval (re)démarrent timidement. Quelques acteurs (civils ou membres de l'église catholique) sont particulièrement actifs, tentant d'amener des communautés villageoises à prendre en compte l'engouement de touristes occidentaux pour la randonnée en montagne et à construire des structures d'accueil. Du fait des conditions sommaires de voyage que le pays offre, ce sont effectivement probablement les filières« écotourisme », « tourisme dans les communautés », « tourisme d'aventure », « tourisme sportif », ou autres segments reposant sur des voyageurs prêts à s'affranchir des infrastructures et du confort classique qui devraient fournir au Timor Leste leurs premières sources de touristes. Il n'y a plus qu'à souhaiter que l'arrivée de ceux-ci vienne nourrir cet espoir et le sens d'initiative dont font preuve bien des Timorais.

Infos pratiques

Formalités : Passeport valide 6 mois après le retour. Pour toutes les nationaltés : visa d'un mois obtenu à l'arrivée ; 30 €

Monnaie : dollar US

Accès à Timor Leste : Par l'Indonésie, vol quotidien Denpasar (Bali)-Dili avec Merpati (260 US$ A-R) ou (plus cher en partant de France) par l'Australie, vol quotidien Darwin-Dili avec Air North (vol quotidien)

Hébergement : de 5-10 US$ pour une guesthouse ou chez l'habitant ; de 15 à 50 US$ dans les pousadas (Baucau, Maubisse, Maliana…) ;à 100 US$ à l'hôtel Timor…
Voyager confortablement : Excursion à la journée ou circuit plusieurs jours avec l'agence Timor Mega Tours ;

Circuit « aventure/rando » : Ecotours (infos à la guesthouse Vila Harmonia, à Dili, à côté de l'église de Becora)

Par soi-même : transports locaux (ex. Dili-Same ou Dili-Los Palos : env. 5 € personne) + randonnées à partir des guesthouses (Baguia, Hatu Builico, Same…) en compagnie d'un guide local.

En savoir + :

– 2002. Frédéric Durand « Timor Lorosa'e. Un atlas géo-historique », Ed. Presses UMLV et IRASEC. Guide de voyage (anglais) : 2004, East Timor, Lonely Planet, Victoria/Australia. - Site officiel du

tourisme à Timor Leste : www.turismotimorleste.com
– Autre : http://www.discoverdili.com

40 ans d'injustice et d'impunité en Indonésie

par André Aumars

L'Indonésie, qui compte 230 millions d'habitants et comprend près de 400 groupes ethniques, commémore en cette année 2005 la proclamation, en 1945, de l'indépendance du pays colonisé par les Hollandais pendant 350 ans et la tenue, en 1955, de la Conférence Afro-Asiatique de Bandung à l'instigation du Président Sukarno.

Septembre 2005 est également le 40e anniversaire du massacre de millions de communistes et de sympathisants du président Sukarno par l'armée indonésienne. Septembre 1965 a marqué le début du coup d'Etat dirigé par le général Suharto pour liquider le président Sukarno et minimiser son rôle dans l'histoire du pays comme père fondateur de la nation indonésienne. Le président Suharto, qui a régné comme dictateur durant 32 ans, a quitté le pouvoir en 1998 suite aux mouvements contestataires des étudiants.

L'année 2005 marque aussi le 30e anniversaire de l'agression du régime militaire indonésien contre Timor Oriental en décembre 1975. Après 3 siècles de colonisation portugaise et plus de 25 ans de lutte armée contre la puissante armée indonésienne, la République Démocratique de Timor Oriental (800 000 habitants) a célébré son indépendance en mai 2002.

Les quatre années 1945, 1955, 1965 et 1975 sont des piliers de l'histoire moderne du peuple indonésien. Mais 1965 est la plus douloureuse. Non seulement le père fondateur de la nation, Sukarno, a été trahi et renversé par l'armée qui a comploté avec les forces colonialistes occidentales (notamment américaines), mais environ 3 millions de communistes et de personnes de gauche ont été massacrés ou incarcérés durant des dizaines d'années.

Après la Seconde Guerre Mondiale, sous la direction du Président Sukarno et avec le soutien du Parti communiste (PKI) l'Indonésie était une des forces anti-colonialistes importantes dans le Tiers-Monde. La dictature exercée par Suharto pendant 32 ans a transformé l'Indonésie en pays anti-communiste, anti-chinois et anti-Union Soviétique.

Le PKI qui était un parti politique puissant constituait la principale force de soutien aux politiques progressistes et anti-américaines du Président Sukarno : la conférence de Bandung, la politique des pays non-alignés, la solidarité afro-asiatique, le fort soutien aux peuples palestinien et vietnamien. C'est sans doute pourquoi la destruction du PKI a été une grande perte pour toutes les forces démocratiques en Indonésie et dans le tiers-monde.

L'armée, très corrompue, et une partie importante des groupes musulmans de l'Indonésie constituent les forces anti-communistes et anti-Sukarno les plus déterminées du pays. Cette armée restera encore longtemps une entrave à la marche de l'Indonésie vers la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme.

Les dégâts faits durant plus de trente ans de dictature militaire de Suharto sont si graves dans les domaines politique, social, économique, culturel et moral que les quatre présidents de la République qui ont succédé à Suharto (les présidents Habibi, Abdurrahman Wahid, Megawati, et maintenant Susilo Bambang Yudoyono) n'ont pas réussi à éradiquer les fléaux de l'ancienne dictature. Sous le gouvernement de ces quatre présidents, les militaires ont gardé des cartes pour sauvegarder leurs

intérêts. Ils restent opposés à toutes les réformes.

Pendant plus de 30 ans, la dictature militaire de Suharto a bafoué les droits de l'Homme. Par exemple, bien que 3 millions de personnes innocentes aient été massacrées en 1965 par les militaires et leurs complices dans certains milieux islamiques, rien n'a été fait pour enquêter sur les plus grands massacres de notre histoire contemporaine. Deux millions de personnes innocentes ont été emprisonnées arbitrairement pendant des dizaines d'années, y compris plus de 10 000 dans l'île de concentration de Buru.

Conséquence de ces massacres et arrestations, un grand nombre des 20 millions de membres de leurs familles vivent encore dans des conditions psychologiques graves, restent traumatisés, persécutés, isolés ou terrorisés. Ces personnes subissent encore des discriminations et des mauvais traitements de la part des autorités et d'une partie de la société. Or l'impunité des autorités pour les crimes commis contre ces millions de personnes perdure encore aujourd'hui.

Le problème des droits de l'Homme en Indonésie mérite l'attention de l'opinion internationale. De graves violations des droits de l'Homme persistent, par exemple à Aceh (Sumatra du Nord), aux Moluques et en Ouest Papouasie.

Durant des décennies, des centaines de milliers d'ex-prisonniers politiques ont été obligés de se présenter régulièrement aux postes militaires après leur libération et certaines professions leur étaient interdites, notamment celles d'enseignant, de fonctionnaire, de journaliste, de médecin, d'avocat et d'autres professions libérales.

Les membres de leurs familles ne pouvaient pas trouver des emplois. Le régime militaire avait promulgué des lois et réglementations stipulant que toutes les personnes désirant travailler dans les services gouvernementaux ou des entreprises privées devaient être munies d'un certificat de non-implication dans les « affaires du 30 septembre ». Des réglementations inhumaines frappaient aussi leurs enfants qui étaient victimes de discriminations telles que interdiction de faire une carrière militaire, de s'inscrire dans les écoles secondaires et les universités,

En raison de cette stigmatisation comme sympathisants du PKI, nombre de ces personnes ont été chassées de leurs lieux de travail (sur-le-champ et sans rémunération) et privées de leurs terres et maisons. Il a été interdit à un grand nombre d'artistes d'exercer leur métier et beaucoup de membres des forces armées (et de la police) ont été licenciés. Il a été interdit aux jeunes étudiants universitaires et stagiaires de poursuivre leurs études.

Pour terminer ces traitements injustes subis durant de si longues années, l'Institut d'Aide Légale de Jakarta a demandé, le 9 mars dernier, au Tribunal de juger ces violations des droits de l'homme. Mandatés par les victimes de l'Ordre Nouveau, les 12 juristes de l'Institut réclament aussi la réhabilitation des personnes accusées d'être communistes et demandent une compensation matérielle ou financière. L'Institut a également demandé l'abrogation de toutes les lois et réglementations qui violent les droits des victimes. Cette action judiciaire est un événement important pour les millions des personnes qui souffrent depuis si longtemps.

Pour raviver la mémoire collective, un grand nombre d'organisations et d'associations indonésiennes organisent des activités politiques et culturelles en septembre et octobre 2005 : des colloques et séminaires à Jakarta, Bandung, Jogya, Solo, Semarang, Makasar, Medan... sur différents aspects des massacres commis et l'arrestation arbitraire de centaines de milliers de personnes et des activités culturelles (programmes musicaux, expositions de peintures et de photos) sur des thèmes concernant la défense des droits de l'homme et la lutte contre la tyrannie et l'injustice.

Ces commémorations des massacres de 1965 seront, pour beaucoup des victimes du régime militaire, l'occasion de réclamer le rétablissement de leurs droits fondamentaux et d'exiger la punition des autorités militaires impliquées dans les crimes contre l'humanité perpétrés pendant de si longues années. Elles seront également un bon moyen de rappeler à la nation toute entière la grave injustice qui frappe encore durement des dizaines des millions des personnes depuis bientôt 40 ans.

Les violations des droits de l'homme à Timor Oriental restent également un problème international parce que le gouvernement indonésien refuse de punir les autorités militaires indonésiennes responsables des crimes contre l'humanité perpétrés, entre autres, en avril et septembre 1999. Ces militaires indonésiens ont massacré des centaines de personnes innocentes, brûlé des maisons et bâtiments publics et déplacé par force une grande partie de la population.

Pour cela la Commission des Experts de l'ONU chargée d'examiner les poursuites contre ces crimes est mandatée pour exiger du gouvernement indonésien de renforcer ses capacités judiciaires. Elle demande également au Procureur Général de réexaminer les dossiers de ces crimes à Timor Leste et demande au Conseil de Sécurité de l'ONU d'adopter une résolution pour créer un tribunal criminel ad hoc dans un pays tiers en dehors de l'Indonésie et de Timor Leste.

Le gouvernement d'Indonésie dirigé par le président Susilo Bambang Yudoyono a le devoir de respecter les droits de l'homme et l'obligation d'annoncer le plus rapidement possible la réhabilitation des droits des victimes du régime militaire.

André Aumars

ASTO (Association loi 1901 fondée en 1976)
49, rue de la Glacière - 75013 Paris - France
Tel. 33 (0) 1 47 07 56 75 - Fax. 33 (0) 1 47 07 68 66
e-mail : astofrance club-internet.fr - Site : http://timorinformations.free.fr

10 E : je m'abonne au bulletin, 20, 50, 100 E ou plus : je soutiens ASTO et ses Projets à Timor. Vos chèques, libellés au nom de ASTO, adressez-les à ASTO, 49, rue de la Glacière 75013 Paris.

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Téléphone.....
email.....